



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

# **POLITIQUE ET RÉGLEMENTATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT**

**(Direction générale du Trésor et de la politique économique, 1937-1986)**

## **Répertoire méthodique détaillé**

établi par Sylvie JULIEN

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Rapports et groupes de travail sur le secteur bancaire.....	<a href="#">6</a>
Lois bancaires.....	<a href="#">7</a>
Environnement bancaire.....	<a href="#">7</a>
Organisation et opérations bancaires.....	<a href="#">8</a>
Affaires internationales.....	<a href="#">11</a>
Etablissements de crédit.....	<a href="#">11</a>

**Référence**

B-0080986/1 – B-0081066/1

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Politique et réglementation des établissements de crédit.

**Dates extrêmes**

1937-1986

**Noms des principaux producteurs**

Direction générale du trésor et de la politique économique

**Importance matérielle**

81 boîtes, soit 8,90 mètres linéaires.

**Langue des documents**

Français

Anglais

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versement du 29 juin 2005 portant la référence PH 073/86.

**Historique du producteur**

La loi du 30 août 1940 transforme la direction du mouvement général des fonds en direction du Trésor qu'elle limite à la gestion interne, les relations financières internationales étant réservées à une direction des finances extérieures nouvellement créée. Mais la mise en œuvre du plan Marshall donne à la direction du trésor un positionnement majeur (décret du 30 juillet 1948). Tout en gardant la compétence relative au mouvement général des fonds, elle étend ses missions à la conversion de l'administration des finances à l'économie : désormais, elle coordonne le financement des investissements publics, par l'intermédiaire successivement de la commission des investissements (décret du 10 juin 1948), du Fonds de développement économique et social (FDES) (décret du 30 juin 1955) et du comité des investissements à caractère économique et social (décret du 27 novembre 1996). À la suite des nationalisations de l'après-guerre, elle se voit également attribuer un rôle dans le contrôle des entreprises publiques et dans la mise en place de l'État actionnaire. Sa tutelle sur les entreprises

nationalisées, d'abord purement financière, devient progressivement technique, étayée par une fonction de "transformateur d'épargne" en investissements à long terme. De toutes ces missions, il résulte une large implication de sa part dans la transformation de la structure industrielle de la France. En 1948, la direction du trésor reprend le bureau de statistiques et d'études financières, et le transforme en 1953 en service des études économiques et financières. Cet outil d'analyse et de prévision économiques est érigé en direction de la prévision en 1965. Cette même année, la direction du trésor récupère un grand nombre d'attributions de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965). L'expansion de ses activités reste étroitement liée à celle des missions de la direction du budget, s'agissant de la préparation, du contrôle et de l'exécution des opérations financières et de trésorerie. En matière budgétaire, la distinction ministère de l'économie / ministère du budget (de 1978 à 1981, puis de nouveau à partir de 1994) provoque la séparation de la direction du Trésor des comptables du Trésor et des administrations financières. Collectant et distribuant les fonds, pilote de la mission de contrôle des activités financières (décret du 24 juillet 1984, décret du 19 mai 2004), la direction du Trésor joue également un rôle de premier plan dans la réforme du secteur bancaire. Elle soutient, sous sa tutelle directe, le développement du secteur parapublic correspondant et participe au développement du marché financier. Enfin, une nouvelle sous-direction est créée avec le transfert des attributions de la direction des assurances (décret du 8 février 1991). Le mouvement de privatisation d'entreprises industrielles et de banques commencé en 1986 rétrécit le périmètre d'intervention de la DT et aboutit à la transformation de la sous-direction qui était chargée de la gestion des actifs de l'État dans les entreprises publiques en un service à compétence nationale rattaché au directeur du Trésor, l'Agence des participations de l'État (décret du 9 septembre 2004 et arrêté du 11 octobre 2004). Enfin, la mission historique de gestion de la dette publique est confiée à un autre service à compétence nationale également rattaché au directeur du Trésor, l'Agence de la dette, dite Agence France Trésor (arrêté du 8 février 2001). En 2004 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004), la direction du trésor est absorbée par la direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE).

### **Évaluation, tris et éliminations**

Les doublons ont été éliminés.

### **Présentation du contenu**

Ce versement comprend des dossiers concernant la politique et réglementation des établissements de crédit. On y trouve des rapports produits par des groupes de travail sur le secteur bancaire ; des travaux préparatoires et des dossiers analytiques concernant la législation bancaire (et notamment la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit qui met fin à la spécialisation des banques et confie l'ensemble des fonctions de tutelle et de contrôle de la profession bancaire à trois instances collégiales distinctes, au fonctionnement desquelles la Banque de France est étroitement associée : le Comité de la réglementation bancaire, le Comité des établissements de crédit et la Commission bancaire) ; des dossiers relatifs à l'organisation des banques et aux opérations bancaires (réglementation de la profession, protection des emprunteurs, sécurité, tarification des services, moyens de paiement, crédit) ; des dossiers concernant les affaires internationales avec en particulier la mise en place de directives européennes ; des dossiers sur le suivi d'établissements de crédit.

### **Indexation**

Établissement de crédit

**B-0080986/1 - B-0080997/2**

Rapports et groupes de travail sur le secteur bancaire.

1970-1985

**B-0080986/1 - B-0080988/1**

Rapport Mayoux, élaboration et suites données.

1973-1981

**B-0080986/1**

1973-1979

**B-0080987/1**

1979-1980

**B-0080988/1**

1978-1981

**B-0080989/1, B-0080996/2**

Groupe de travail François Bloch-Lainé sur le crédit inter-entreprises.

1978-1983

**B-0080996/2**

1978-1981

**B-0080989/1**

1981-1983

**B-0080990/1 – B-0080992/1**

Groupe de travail de Maulde.

1970-1982

**B-0080990/1**

Crédit à la consommation, auditions de producteurs, organisme de consommateurs, direction de la concurrence et de la consommation.

1973-1979

**B-0080991/1**

Modernisation du crédit aux entreprises.

1979

**B-0080992/1**

Réunion d'information des consommateurs de Bordeaux.

1970-1982

**B-0080993/1, B-0080994/1, B-0080996/1**

Rapport de La Génère sur les moyens de paiement.

1977-1985

**B-0080996/1**

Groupe plénier.

1978-1984

**B-0080994/1**

Sous-groupes sur les relations entre les réseaux et les échanges de chèques.

1977-1979

**B-0080993/1**

Préparation du rapport.

1982-1985

**B-0080995/1**

Groupe de travail Pebereau sur l'épargne.

1981-1982

**B-0080995/2**

Rapport André sur les services bancaires et la collecte des dépôts.

1979

**B-0080997/1**

Groupe de travail Vasseur sur la sécurité des moyens de paiement.	1978
<b>B-0080997/2</b>	
Groupe de travail Pierre Brossolette sur la réforme de la loi bancaire.	1973-1974
<b>B-0080998/1 – B-0081003/1, B-0081006/1 - B-0081007/1</b>	
Lois bancaires.	1941-1986
<b>B-0080998/1</b>	
Projet de loi « information et protection des emprunts » (loi n° 79-596 du 15 juillet 1979), discussion parlementaire juin 1978 à juin 1979. Séances du comité des banques et établissements financiers (CBEF).	1978-1984
<b>B-0080999/1</b>	
Protection des emprunteurs : notes, télégrammes, articles de presse.	1978-1984
<b>B-0081000/1 – B-0081002/1, B-0081006/1</b>	
Loi bancaire du 24 janvier 1984.	1982-1985
<b>B-0081000/1</b>	
Projet de loi bancaire et travaux préparatoires : note, rapports.	1983
<b>B-0081001/1</b>	
Loi bancaire : notes, correspondance, tableaux, rapports.	1982-1984
<b>B-0081002/1</b>	
Travaux préparatoires : notes pour le ministre et divers.	1982-1985
<b>B-0081006/1</b>	
Comité des établissements de crédits (C.E.C) : tableaux, notes, correspondance, rapports.	1984
<b>B-0081003/1</b>	
Intérêts créditeurs (loi 56-760 du 2 août 1956) : arrêtés pour l'application de l'article 17, rapports.	1956-1986
<b>B-0081007/1</b>	
Réglementation bancaire dans les DOM-TOM : notes, rapports.	1941-1983
<b>B-0081008/1 – B-0081013/1</b>	
Environnement bancaire.	1972-1985
<b>B-0081008/1</b>	
Assurance dépôt : travaux préparatoires 1979.	1974-1983
<b>B-0081009/1</b>	
Questions sociales, syndicat, conventions collectivités : notes, tableaux.	1980-1983
<b>B-0081009/2</b>	
Interdiction d'exercer la profession de banquier (loi du 19/06/1930 et décret du 26/12/1978) : notes .	

	1972-1980
<b>B-0081010/1</b>	
Introduction de la TVA et de la taxe sur les encours, travaux préparatoires : notes, correspondance, tableaux.	
	1976-1985
<b>B-0081011/1</b>	
Protection des emprunteurs, travaux préparatoire : notes, correspondance, rapports.	
	1975-1979
<b>B-0081012/1</b>	
Projet de loi relatif à l'information et a la protection des emprunteurs immobilier : notes, rapports.	
	1977-1978
<b>B-0081012/2</b>	
Prélèvement libératoire : notes, correspondance.	
	1973-1979
<b>B-0081013/1</b>	
Protection des Épargnants : compte rendu, notes, rapports.	
	1975-1981
<b>B-0081004/1 – B-0081005/1, B-0081013/2 – B-0081020/1 – B-0081029/1, B-0081032/1 – B-0081038/1, B-0081041/1 – B-0081053/2, B-0081055/1</b>	
Organisation et opérations bancaires.	
	1937-1986
<b>B-0081004/1 - B-0081005/1</b>	
Commission bancaire : rapports, procès-verbaux.	
	1983-1984
<b>B-0081005/1</b>	
1983	
<b>B-0081004/1</b>	
1984	
<b>B-0081013/2</b>	
Comité français d'organisation et de normalisation bancaire : rapports, notes.	
	1976-1984
<b>B-0081014/1</b>	
Mesures de sécurité dans les banques : comptes rendus, notes.	
	1962-1986
<b>B-0081014/2</b>	
Location de coffres forts dans les banques : comptes rendus, notes.	
	1944-1980
<b>B-0081015/1</b>	
Centrale des risques :notes, correspondance, rapports.	
	1955-1980
<b>B-0081016/1</b>	
Matériel informatique dans les banques : tableaux, notes.	
	1978-1981
<b>B-0081017/1</b>	
Protection des transports de fonds : notes.	
	1978-1981
<b>B-0081018/1 - B-0081018/2</b>	
Tarification des services bancaires : rapports, notes.	
	1941-1985
<b>B-0081018/1</b>	



1941-1982	
<b>B-0081018/2</b>	
1970-1985	
<b>B-0081019/1</b>	
Prix des services bancaires (plans Barre - Mauroy) : notes, articles de presse.	1976-1983
<b>B-0081020/1</b>	
Coût de l'intermédiation bancaire : rapports, notes.	1982-1986
<b>B-0081021/1</b>	
Guichets : notes, tableaux, correspondance, télégrammes.	1982-1985
<b>B-0081022/1</b>	
Exercice de la profession de banquier par les ressortissants de la C.E.E : notes, télégrammes, rapports.	1974-1981
<b>B-0081022/2</b>	
Compte sur livret : notes.	1963-1980
<b>B-0081023/1</b>	
Retraits et ouvertures de comptes : notes, tableaux, rapports.	1954-1980
<b>B-0081024/1 – B-0081029/1, B-0081032/1</b>	
Moyens de paiement.	1951-1985
<b>B-0081024/1</b>	
Groupe de travail chèque : rapports, notes, tableaux, graphiques.	1982-1983
<b>B-0081025/1</b>	
Chèques sans provision (loi 75-4 et décret d'application) : notes, rapports.	1973-1977
<b>B-0081025/2</b>	
Révision de la loi de 1973 : rapports.	1972-1973
<b>B-0081026/1</b>	
Paiements obligatoires par chèques : notes.	1977-1984
<b>B-0081026/2</b>	
Chèques divers : notes.	1975-1985
<b>B-0081027/1</b>	
Chèques perdus ou volés : notes, correspondance.	1969-1983
<b>B-0081028/1</b>	
Paiements obligatoires par chèques : notes.	1951-1985
<b>B-0081029/1</b>	
Fichiers central du chèque impayé : notes, correspondance.	1955-1974
<b>B-0081032/1</b>	

Réforme de la réglementation d'endossement des chèques, amendement Marette : notes.

1976-1980

**B-0081032/2**

Chèques divers DOM-TOM : rapports.

1977-1982

**B-0081036/1**

Surveillance des établissements de crédit sur une base consolidée : notes, télégrammes : rapports, notes, tableaux.

1981-1983

**B-0081037/1 - B-0081038/1**

Comité consultatif bancaire : notes, correspondance.

1965-1983

**B-0081037/1**

1965-1981

**B-0081038/1**

1981-1983

**B-0081041/1**

Effets de commerce : généralités, notes, correspondance.

1947-1985

**B-0081042/1**

Capital minimum des banques et établissements financiers : notes, correspondance, tableaux.

1941-1974

**B-0081043/1**

Coefficients de couverture et de division des risques : notes, travaux, correspondance, rapports.

1976-1983

**B-0081044/1**

Crédit à la consommation : correspondance, notes, rapports.

1946-1982

**B-0081045/1**

Engagements des banquiers pour les travaux immobiliers : notes, compte rendu.

1963-1982

**B-0081046/1**

Démarchage, projet de loi : travaux préparatoires.

1937- 1972

**B-0081047/1**

Crédit-bail, mobilier-leasing : notes, rapport.

1967-1982

**B-0081048/1**

Crédit aux P.M.E. : notes, articles de presse.

1980-1982

**B-0081049/1**

Prêts personnels : correspondance depuis 1977 : notes.

1975-1981

**B-0081050/1**

Loi du 10 janvier 1978 : problème d'application crédit gratuit : notes.

1978-1981

**B-0081051/1**

Intérêts créditeurs, dénonciations des turpitudes entre réseaux : notes, rapports.

	1971-1982
<b>B-0081052/1</b>	
Réserves d'exportation : notes.	
	1972-1980
<b>B-0081053/1</b>	
Taux d'intérêt créditeurs : décision du conseil national du crédit, tableaux, notes.	
	1965-1977
<b>B-0081053/2</b>	
Rémunération des comptes à terme : notes, rapports, tableaux.	
	1968-1983
<b>B-0081055/1</b>	
Politique des taux d'intérêt (taux de base bancaire) : notes, graphiques, tableaux.	
	1976-1985
<b>B-0081030/1 – B-0081031/1, B-0081033/1 – B-0081035/1, B-0081039/1 – B-0081040/1, B-0081054/1</b>	
Affaires internationales.	
	1972-1986
<b>B-0081030/1 - B-0081031/1, B-0081033/1 – B-0081035/1, B-0081039/1 - B-0081040/1</b>	
Communauté économique européenne (C.E.E).	
	1972-1984
<b>B-0081030/1</b>	
Coordination des réglementations bancaires CEE : comptes rendus, notes, rapports.	
	1973-1983
<b>B-0081031/1</b>	
Directive liquidation : notes, rapports, télégrammes.	
	1976-1983
<b>B-0081033/1</b>	
Liberté d'établissements, prestations de services : tableaux, notes, rapports.	
	1972-1979
<b>B-0081034/1</b>	
Directive sur les ratios d'observation : tableaux, notes, rapports.	
	1980-1982
<b>B-0081035/1</b>	
Directive sur la consolidation des comptes (sociétés) : notes, rapports.	
	1980-1982
<b>B-0081039/1</b>	
Directive compte annuels (situations périodiques) : télégrammes, notes, tableaux.	
	1978-1984
<b>B-0081040/1</b>	
Directive 1977 : liste des établissements de crédit.	
	1977-1982
<b>B-0081054/1</b>	
Comité des marchés financiers OCDE : rapports en anglais, notes, correspondance.	
	1982-1986
<b>B-0081056/1 - B-0081066/1</b>	
Etablissements de crédit.	
	1937-1983
<b>B-0081056/1</b>	
Banques étrangères en France : tableaux, notes, rapports, télégramme.	
	1967-1983
<b>B-0081057/1</b>	

Locabail immobilier : notes, tableaux, correspondance.	1968-1977
<b>B-0081058/1</b>	
Banque de l'union immobilière (U.C.I.P) : notes, tableaux, rapports.	1963-1980
<b>B-0081059/1</b>	
Banque Louis-Drefus : notes.	1937-1976
<b>B-0081060/1</b>	
LOCINDUS : notes.	1967-1978
<b>B-0081061/1</b>	
Société lyonnaise pour l'industrie et le commerce (SLIMINCO) : notes, annexes, tableaux.	1967-1975
<b>B-0081062/1</b>	
Batibail sicomi : compte rendu, notes, rapports.	1969-1978
<b>B-0080163/1</b>	
Banque nationale pour l'expansion du crédit bail (Natiobail) : notes, correspondance, tableaux, rapports.	1969-1978
<b>B-0081064/1</b>	
Crédit d'équipement aux PME (CEPME) : notes, correspondance.	1980-1983
<b>B-0081065/1</b>	
Banque Neufelize, Schlumberger, Mallet SA : notes, correspondance.	1937-1979
<b>B-0081066/1</b>	
Société immobilière de location pour l'industrie et le commerce (SILIC) : statuts, rapports, notes, correspondance.	1967-1977